LE COURRIER ROUMAIN

Le premier Journal publié dans le pays roumain, le 8 Avril 1829, par J. HELIADE-RADULESCO

PUBLICATION - NOUVELLE SERIE - QUI PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS EN LANGUES FRANÇAISE ANGLAISE ET ROUMAINE

DIRECTEUR : **Constantin ARSENE**
Président du « CENTRE SYNDICAL des JOURNALISTES et PUBLICISTES ROUMAINS DEMOCRATES REFUGIES ».

ABONNEMENTS
FRANCE : 3.000 Frs par an - **1.500** Frs pour 6 mois
1.000 Frs pour 3 mois
TOUS LES AUTRES PAYS : 10 Dollars par an
5 Dollars pour 6 mois

ADRESSE POUR CORRESPONDANCE :
Constantin ARSENE
6, Rue Troyon - PARIS-17e
Téléphone : GAL. 31-26 C. C. Postal 10361 07
Dépôt légal : N° 17.288 /1953 - RONEOTYPE

INSTITUTUL I.P.L.R. RECENTA

SOMMAIRE

- L'ACTUALITE POLITIQUE page 1
  Notes sur les Temps présents par GIL VIRCY
  L'URSS et ses satrapies par Lucien LAURAT
  Le rideau de fer en Allemagne etc. etc
- PETRU DE ROMA . . . . . " 10
- UN PRINCE RECONNAISSANT ! . . . . . " 11
- PAX ATOMICA ! 1964 par I.G. MUGUR . . . . " 13
- LU POUR VOUS par Armand AVRONSART . . . . " 14
- O GRESALA DE INTERPRETARE de PAMFIL SEICARU 15
- EPIGRAME de I. BRAILEANU 22
- N O T E 24

N° 260

12-eme ANNEE 16 JANVIER 1964

A APĂRUT:

ST. GEORGESCU-OLENIN

MURFATLAR

ROMANUL UNUI SAT DOBROGEAN

EDITURA "S P E R A N T A"
MADRID

D E V A N Z A R E : "LE COURRIER ROUMAIN"
6, rue Troyon - PARIS (17-ème)

3 dolari exemplarul

LE COURRIER ROUMAIN

L'ACTUALITÉ POLITIQUE

NOTES SUR LES TEMPS PRESENTS

Les satellites européens, réduits en esclavage par le "génial" Staline, ne doivent pas être oubliés, maintenant que l'euphorie est générale dans certains pays, à commencer par la Russie. L'accord de Moscou donne un certain prestige à la "coexistence pacifique", et plus de chances pour traiter de quelques questions délicates. Parmi les questions délicates, il faut mentionner l'affaire de Berlin, et la servitude de sept pays européens. Que Staline ait choisi Berlin comme point terminus des avances de ses armées, le motif est bien connu, aujourd'hui, et sera accepté par tout le monde, demain. Staline voulait, en réalité, avancer ses troupes plus loin, vers la France, presque sûrement. Mais il hésita, intimidé par sa démarche, comme le fut Mohamet II, en regardant du bord asiatique du Bosphore, la fin de l'Europe, où commençaient ses désirs de conquêtes. Mohamet II conquit finalement Constantinople, la ville de l'Empereur Constantin, destinée pendant des siècles à des gloires éphémères, et la fameuse basilique Sainte Sophie fut transformée en mosquée. Staline n'osa pas aller plus loin. Berlin était déjà, pour lui, un atout. Il avait trop de ruines derrière lui, pour réaliser ses rêves. Attila n'osa pas non plus descendre vers Rome. Les hommes qui venaient d'Asie ne se sentaient pas à l'aise dans cette Europe où rien ne leur rappelait ce qu'il y avait chez eux.

...Oui, ce Berlin dont on a tant parlé, doit recevoir une solution. Ce mur chinois de Berlin est un affront quotidien à la civilisation. Cela, en définitive, ne ressemble à rien. Ce mur n'est pas le symbole de la force, mais de la rage des hommes qui ne pouvaient trouver autre chose. "Berlin entre nos mains, se disait Staline, l'Allemagne sera à la merci de la Russie". Staline s'est trompé dans ses calculs. Si la Russie n'avait pas coupé l'Allemagne en deux, et imposé à la partie orientale le communisme, l'Allemagne, sous certaines conditions, aurait accepté, et peut-être même recherché l'amitié de la Russie, avec laquelle elle avait de vieilles liaisons. Staline a joué le coup de dé du destin, a perdu, a fait de l'Allemagne une ennemie et une amie de la France. M. "K." aurait pu y porter quelque remède, plus ou moins efficace, mais lié, malgré lui, à la politique de Staline, il a choisi, comme facteur diplomatique la menace qui ne paie plus de nos temps. Plus vite qu'on ne le pense, l'Allemagne sera réunifiée, et Berlin sera sa capitale comme auparavant, parce que le peuple allemand compte plus de 70.000.000 d'habitants, et que ce serait une naïveté de croire que "L'Allemagne de l'Est" restera toujours un satellite de la Russie soviétique. On disait, avant, que les événements couraient ; maintenant, ils volent... M. "K." a fait un pas vers la lumière et la vérité ; pourvu qu'il ne fasse pas, comme les danseurs de Binche, un pas en avant et un pas en arrière. Coupant court avec la politique de Staline, M. Khrouchtchev aurait une politique personnelle, et sa parole aurait d'autant plus de valeur.

Couper court avec la politique de Staline, c'est, aussi, remettre en question, non pas les méfaits de l'ancien maître de la Russie, car il est trop tard, mais ce qui est réparable, si on y met de la bonne volonté et si l'on fait appel à la justice véritable, car il y a plusieurs justices. Il s'agit en l'occurence

de sept pays européens, qu'on appelle sans raison "démocraties populaires". S'il s'agissait là de vraies démocraties, elles auraient plusieurs partis, des journaux d'opinions différentes. La vérité est qu'elles n'ont qu'un parti et que tous leurs journaux n'expriment qu'un seul son : dogme communiste. Exactement comme en Russie Elles sont communistes malgré elles, de par la simple volonté de Staline. Voici la leurs noms, car on oublie facilement les pays qui ne participent pas à la vie générale du Monde : L'Allemagne de l'Est, la Pologne, que Staline a mutilée à plaisir, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, pays dépouillé Nr. 1 par la Russie, la Bulgarie, qui souffre sans se plaindre, et, enfin, l'Albanie, le satellite de la Chine.

Que demandent ces pays ? L'indépendance. Mais leur indépendance dépend de la Russie, et celle-ci la leur refuse. La Hongrie a essayé de l'obtenir par la révolution, mais sa révolution a été étouffée dans le sang. Ce fut une leçon pour les autres "démocraties populaires". Cette répression sanglante voulait dire : "restez communistes ou vous périrez". Pour ne pas périr, ils jouent la comédie communiste. C'est leur résistance. Ils font ce qu'ils peuvent pour continuer à vivre, car tant qu'il y a vie, il y a espoir et "la possibilité infinie de leur destin" comme dit Malraux dans son beau livre sur l'Espagne. Mais à l'espoir on doit ajouter l'action. On doit leur prouver qu'on pense à eux. Et, précisément, voilà que l'homme le plus discuté du monde, le général de Gaulle, vient, dans sa dernière conférence de presse, de prendre la défense des esclaves soviétiques. Parlant du projet de pacte de non-agression, le général a dit : "Quant à un projet de pacte de non-agression, dont on a, nous dit-on, parlé à Moscou, entre les Etats qui font partie de l'O.T.A.N. et des dirigeants des pays soumis au joug du Kremlin, je dois dire tout de suite que la France n'apprécie pas cette assimilation entre l'Alliance Atlantique et la servitude communiste". Combien ses paroles justes et lumineuses comme le soleil, vengent les 100.000.000 d'Européens qui ont perdu la liberté! Les pays satellites n'oublieront pas les paroles du général de Gaulle, qui pèsent lourd dans l'opinion mondiale.

Mais le Général de Gaulle n'est pas seul à porter un intérêt constant et sincère aux pays asservis de l'Europe. En maintes occasions le président Kennedy a posé comme un principe universel le droit de l'homme à la dignité humaine, le droit naturel de tout peuple à pratiquer des élections libres, la liberté totale de l'homme à déterminer sa nationalité. Venant de la part de deux hommes qui ne s'entendent pas toujours, cet accord sur les pays qui ont perdu leur liberté et aspirent à la reprendre, est significatif et prometteur.

GIL. VIRCY

L'U.R.S.S. ET SES SATRAPIES

Il y a une tendion certaine dans les rapports entre l'U.R.S.S. et ses satellites. L'organisme dit d'entraide, plus connu sous l'appelation "Comecon", se trouve en face de nombre de problèmes difficiles à résoudre, de coordination et d'harmonisation. La discrétion dont on entoure cette crise à Moscou ne nous permet pas encore d'émettre une opinion assez fondée sur les conflits dont les échos se répercutent jusqu'en Occident. Tout ce que l'on sait jusqu'ici avec certitude, c'est que l'intégration du bloc oriental, arrêtée en 1956 après les événements de Pologne et de Hongrie, n'a pas fait de progrès depuis sept ans. Dès que nous disposerons de données plus précises, nous en traiterons.

En attendant, il nous paraît utile de brosser un tanleau sommaire de ce

que l'on nomme couramment le bloc oriental et que de nombreux journalistes occidentaux appellent par antiphrase le camp "socialiste". Les chiffres que nous communiquons ci-dessous sont fournis par la revue est-allemande Probleme des Friedens und des Sozialismus (N° 8) 1963). Ils ne peuvent donc pas être contestés par les philosoviétiques qui nous reprochent notre anti-communisme "systématique" ; il y aurait plutôt lieu de les considérer comme par trop imprégnés du désir de faire servir la statistique à la propagande.

Nous n'envisagerons que les satrapies européennes de l'U.R.S.S., en en éliminant l'Albanie, non seulement parce qu'elle est en rupture de banc ouverte, mais encore en raison de son insignifiance démographique (1,7 million d'habitants) et économique. Nous y ajoutons, cependant, quoique en marge; la Yougoslavie, dans la mesure où l'étude en question nous fournit des chiffres idoines.

Population en 1961-1962 (millions d'habitants)

U.R.S.S.	223,1	
Pologne	30,5	
ROUMANIE	18,6	
Allemagne Orientale	17,1	
Tchécoslovaquei	13,8	
Hongrie	10,1	
Bulgarie	8,0	
	98,1	
	321,2	
Yougoslavie	18,8	
	340,0	

L'U.R.S.S. représente donc près des deux tiers de la population du bloc. Les six pays directement asservis, avec près de 100 millions d'habitants, disposent d'un potentiel démographique à peu près égal à celui de la France et de l'Allemagne occidentale réunies. La Pologne à elle seule en représente près du tiers.

Les différents pays intégrés - de force!- à ce bloc se trouvent cependant à des degrés d'évolution assez différents, certains étant de vieilles nations industrielles, d'autres n'ayant commencé à s'industrialiser qu'après la guerre sous l'inexorable pression de Moscou et au prix des sacrifices que cela comportait du fait des méthodes staliniennes.

Le tableau suivant indique la part de la production industrielle dans la production totale :

	1950	1961	
U.R.S.S.	-	79,7 %	
Allemagne Orientale	80,9	87,6 %	
Tchécoslovaquie	63,9	82,0 %	
Bulgarie	54,6	75,0 %	
Pologne	65,9 (1955)	71,5 %	
Hongrie	68,0	71,1 %	(1960)
Roumanie	64,4	68,6 %	
Yougoslavie		61,9 %	

Ce tableau peut donner lieu aux observations que voici :

1°- Aujourd'hui encore, l'Allemagne Orientale et la Tchécoslovaquie sont plus industrialisées que l'URSS.

2°- Elles l'étaient déjà plus que l'URSS(d'alors) en 1950, de même que la Hongrie. Pourquoi le Kremlin les a-t-il poussées à s'industrialiser encore davantage et plus vite, et à leur imposer la célèbre "priorité de l'industrie lourde"

Ce n'était assurément pas pour créer "le fondement du socialisme"...elles l'avaient déjà dans une assez large mesure.

3°- C'est ici que l'hypocrisie de cette formule trompeuse éclate au grand jour : la "priorité de l'industrie lourde" n'était nullement conçue en vue d'une indusyrialisation destinée à procurer à la population plus de confort et de bien-être, mais pour développer les industries de guerre !

4°- La Hongrie et la Pologne ont poursuivi leur industrialisation à un rythme ralenti, ce qui s'explique par les événements de 1956.

5°- En ce qui concerne la Roumanie, où le rythme est également faible, les récentes protestations et incartades des dirigeants roumains n'ont rien à voir avec les réactions polonaise et hongroise de 1956. C'est Moscou qui, pour mieux agencer la division du travail au sein du bloc, avait voulu freiner l'industrialisation roumaine, et les dirigeants roumains réagirent cotre cette pression au nom du dogme bolcheviste de l'industrialisation à outrance et à tout pris. L'opposition des dirigeants roumains au sein du Comecon n'a donc rien à voir avec une dissidence ; elle relève de la catégorie des querelles de famille.

Cette industrialisation à tout prix s'accompagne partout de la collectivisation forcée de l'agriculture.

Le tableau suivant met en relief le degré de collectivisation des superficies emblavées :

	1950	1961
U.R.S.S.	98,5 % (1937)	99,9 %
Bulgarie	56,5 % (1952)	98,2 %
Hongrie	11,0 %	95,6 %
Allemagne orientale	5,7 %	93,2 %
Tchécoslovaquie	22,1 %	88,6 %
Roumanie	23,6 %	84,5 %
Pologne	10,4 %	13,6 %
Yougoslavie	6,0 % (1958)	15,0 % (1963)

La Pologne on le sait, était déjà fort avancée dans la collectivisation agricole en 1956. Elle réussit à désserer le carcan après les événements de Poznan. En Hongrie, les paysans désertèrent en masse les kolkhozes en hiver 1956-1957 ; on les y ramena de force sitôt l'insurrection écrasée. Le rythme de la collectivisation fut particulièrement rapide en Allemagne orientalen en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

Les résultats de l'opération s"énoncent comme suit :

Surface emblavée totale (1.000 ha)	1950	1961
Hongrie	5.518,0	5.208,0
Allemagne orientale	4.990,8	4.730,1
Bulgarie	3.992,8	3.969,4
Tchécoslovaquie	5.098,0	5.151,0
Pologne	15.010,0	15.324,0
Roumanie	9.140,0	9.709,3
Yougoslavie	6.630,0	7.230,0
Surface céréalière (1.000 ha)		
Allemagne orientale	2.875,0	2.360,0
Bulgarie	3.025,9	2.582,9
Hongrie	3.790,0	3.257,0 (1962)
Tchécoslovaquie	2.845,0	2.576,0

Pologne	9.537,0	8.937,0
Roumanie	6.935,0	7.029,L
Yougoslavie	5.190,0	5.600,0

Le recul est plus accusé pour les superficies céréalières que pour les surfaces emblavées en général.

Exprimée en pourcentages, la différence se présente ainsi (entre 1950 et 1961) :

	Surface totale	Surface céréalière
Allemagne orientale	- 6 %	- 18 %
Hongrie	- 6 %	- 14 %
Bulgarie	- 1, %	- 15 %
Tchécoslovaquei	+ 1 %	- 13 %
Pologne	+ 2 %	- 6 %
Roumanie	+ 6 %	+1 %
Yougoslavie	+ 9 %	+ 8 %

On distingue facilement deux groupes dans les pays ci-dessus mentionnés. Le premier, qui comprend l'Allemagne orientale, la Hongrie, le Bulgarie et la Tchécoslovaquie, est celui où la collectivisation agricole fut menée tambour battant et où la diminution des surfaces est particulièrement accusée. L'autre - Pologne et Yougoslavie - est caractérisée par une collectivisation bien moins intempestive ; on y observe une extension des superficies et, quant aux superficies céréalières en Pologne, une diminution assez modeste. La Roumanie, enfin, fait "bande à part" : il y a extension des superficies malgré la collectivisation très poussée dont elle eut à souffrir. Peut-être des lecteurs roumains pourraient-ils nous expliquer ce phénomène.

L'un des meilleurs indices du degré d'évolution d'une nation est sa production d'énergie électrique. Voici cette production (en milliards de kWh) :

	1950	1962
U.R.S.S.	91,20	369,00
Allemagne orientale	19,47	45,06
Pologne	9,40	35,40
Tchécoslovaquie	9,30	28,70
Roumanie	2,10	10,07
Hongrie	3,00	9,10
Bulgarie	00,80	6,04
Yougoslavie	2,41	11,28

Par tête d'habitant, la production, en 1962, se présente comme suit (en kWh) :

	kWh	Indice (U.R.S.S. = 100)
Allemagne orientale	2,635	159
Tchécoslovaquie	2.123	128
U.R.S.S.	1.654	100
Pologne	1.161	70
Hongrie	900	54
Bulgarie	755	46
Roumanie	542	33
Yougoslavie	600	36

Ce tableau indique avec toute la netteté voulue que si quelqu'un pouvait prétendre au leadership, dans ce bloc oriental, ce seraient l'Allemagne orientale

et la Tchécoslovaquie, bien plus que l'U.R.S.S.

Comparons, enfin, la production de certains biens de consommation. Nous ne pouvons malheureusement y faire figurer ni la viande ni le beurre, les chiffres fournis par la revue allemande en question étant par trop disparates : pour certains pays, ils se rapportent à la production totale, tandis qu'ils n'indiquent pour d'autres que la production du secteur collectif.

Le tableau ci-dessous fournit, pour 1962, les données relatives aux cotonnades, aux lainages, aux chaussures et au sucre :

	Cotonnades (a)	Lainages (a)	Chaussures (b)	Sucre (c)
U.R.S.S.	4.900,0	469,0	621,0	7,800
Allemagne orientale	376,5	47,9	51,6	659
Bulgarie	226,0 (e)	14,0 (e)	11,9	235
Hongrie	272,5	33,9	22,8 (d)	434
Pologne	837,8 (e)	64,4 (e)	93,1	1,338
Roumanie	296,0	34,0	32,3	342
Tchécoslovaquie	635,3 (e)	37,5 (e)	84,8	928
Yougoslavie	298,0	43,0	18,6 (d)	?

(a) Millions de m^2 - (b) Millions de paires (c) 1.000 tonnes
(d) chaussures cuir seulement - (e) La revue allemande donne des chiffres en mètres linéaires ; pour les rendre comparables, nous les avons convertis en m^2 sur la base de conversion soviétique : 1 m linéaire = 1,33 m^2 pour les cotonnades et = 0,78 m^2 pour les lainages ; nos chiffres convertis ne sont évidemment valables que sile taux de conversion soviétique s'applique aussi à la Bulgarie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Les chiffres globaux du tableau ci-dessus donnent ceci par tête d'habitant (mètres carrés pour les tissus, paires pour les chaussures, kilos pour le sucre) :

Production par habitant	Cotonnades	Lainages	Chaussues	Sucre
U.R.S.S.	22,0	2,1	2,8	35,0
Allemagne orientale	22,00	2,8	3,3	38,0
Bulgarie	28,0	1,7	1,5	29,0
Hongrie	27,0	3,4	2,3	43,0
Pologne	27,4	2,11	3,1	44,0
Roumanie	16,0	1,8	1,7	18,0
Tchecàslovaquie	46,0	2,7	6,1	67,0
Yougoslavie	10,0	2,3	1,0	?

Il résulte de ce tableau que l'U.R.S.S. tient une place plutôt modeste dans la production des biens de consommation. Afin de faire mieux ressortir son rang, nous induquons ci-dessous, pour les quatre produits, la place que détient chacun des pays ; nous éliminons la Yougoslavie.

Hiérarchie (places occupées)	Cotonnades	Lainages	Chaussures	Sucre
U.R.S.S.	6°	5°	4°	5°
Tchécoslovaquie	1°	3°	1°	1°
Pologne	3°	4°	3°	2°
Allemagne orientale	5°	2°	2°	4°
Hongrie	4°	1°	5°	3°
Bulgarie	2°	7°	6°	6°
Roumanie	7°	6°	7°	7°

L'U.R.S.S. se trouve partout dans le peloton de queue. Seules la Roumanie et la Bulgarie sont encore plus mal pa tagées qu'elle. En considérant la différence dans les chiffres absolus, on se rend compte des possibilités de pillage que les hommes du Kremlin se voient offertes dans leurs satrapies d'Europe centrale et orientale : il s'agit de la production par habitant, et la consommation par habitant, dans tous ces pays, est largement inférieure. La Roumanie semble particulièrement défavorisée ; aussi ressent-elle plus que les autres les prélèvements que l'U.R.S.S. opère sur sa substance, ce qui pourrait bien expliquer la mauvaise humeur des dirigeants roumains.

Restons-en là pour l'instant. Que le lecteur n'attende pas de conclusions. Cet aperçu n'est qu'un panorama fournissant quelques données utiles et intéressantes.

LUCIEN LAURAT

"EST - OUEST" 1-15 Janvier 1964

LE RIDEAU DE FER EN ALLEMAGNE

La ceinture de mines, mises en place par les forces de la zone soviétique le long de la frontière séparant l'Allemagne centrale de la République fédérale, atteint maintenant une longueur de 810,7 kilomètres, précise la Police fédérale des frontières. 60 % des 1.381 kilomètres de la frontière sont donc maintenant minés. Les fossés d'une profondeur de 1,20 mètres et d'une largeur de 1,50 mètres destinés surtout à empêcher le passage d'automobiles, atteignent déjà une longueur de 665 kilomètres. Ce n'est que dans les régions marécageuses ou impraticables aux véhicules que l'on a jusqu'ici renoncer à les creuser. Près de 85 % de la frontière zonale, soit 1.183,7 klm., sont vérrouillés par un double réseau de barbelés. 634 bastions et 530 tours d'observation ainsi que des postes de guetteurs, dissimulés dans le terrain, s'écelonnent sur la frontière artificielle séparant les deux parties de l'Allemagne.

En dépit de ces obstacles, quelques habitants de la zone ont réussi a fuir de l'Allemagne centrale vers l'Ouest libre. C'est ainsi que le 25 novembre trois fugitifs de Thuringe sont arrivés en République fédérale, un jeune homme de 17 ans et son ami âgé de 16 ans et aussi un jeune de 18 ans qui s'est enfui seul. Le 28 novembre, deux jeunes gens de 18 et 24 ans ont réussi à s'enfuir à Berlin-Ouest dans le brouillard. Ils ont pu franchir les barbelés sans être aperçus par les postes de contrôle de la zone soviétique, traverser à la nage une rivière marquant la frontière.

Le 1-er décembre, quatre Allemands de l'Est sont parvenus à gagner la République fédérale.

Dans la nuit du 2 décembre, un officier de la zone soviétique a été pris sous le tir de sa propre patrouille. Il réussit néanmoins à s'enfuir au-delà de la frontière zonale.

Dans la nuit du 3 décembre, deux jeunes gens qui travaillaient dans une fabrique de sucre de Thuringe se sont présentés au poste de douane de Eschwege en Hesse. Ils avaient réussi à franchir les barbelés sous le couvert de la nuit. Ils ont déclaré qu'on les obligeait à travailler durement pour peu d'argent et qu'ils n'avaient trouvé aucune possibilité de progresser dans leur profession.

Peu de jours après, deux couples amis sont arrivés dans ce même secteur frontalier : ils étaient complètement épuisés, car pour parvenir sur territoire fédéral ils avaient du traverser cinq réseaux de barbelés.

Trois autres habitants de la zone soviétique ont réussi à gagner la Basse Saxe, dont deux jeunes gens de 16 et 17 ans, qui traversèrent ensemble les barrages pour éviter d'être enrôlés dans l'armée populaire ; le troisième était un ouvrier de 23 ans.

Deux jeunes ouvriers qui avaient gagné la République fédérale il y a quelques semaines, ont retraversé de nouveau, fin novembre, les barbelés en sens inverse pour se rendre dans leur village de Thuringe. Ils s'y mirent en contact avec leurs parents et après cinq jours de séjour, ils firent traverser à quatre d'entre eux la frontière.

D'autres habitants d'Allemagne centrale profitent de voyages à l'étranger pour choisir la liberté. Quatre passagers du navire de la zone soviétique "Voelkerfreundschaft" (Amitié des peuples) ont sauté, le 1-er décembre, du bâtiment ancré dans le Bosphore et ont demandé aux autorités turques de bénéficier du droit d'asile.

***

11.703 ressortissants allemands rapatriés des pays de l'Est sont arrivés en République fédérale durant l année 1963. 9.440 venaient des territoires actuellement placés sous administration polonaise, et 200 de l'U.R.S.S.

***

LE CONFLIT SINO-SOVIETIQUE

Combien de communistes, combien de soviétiques sont disposés à admettre que l'U.R.S.S. a commis tous les péchés majeurs qu'elle dénonce chez les Occidentaux : le colonialisme, car c'est du colonialisme que d'acheter le charbon polonais au 1/10° du cours mondial - l'impérialisme, car c'est être impérialiste que d'annexer des tetritoires ex-polonais et ex-roumains - et de maintenir l'imperium soviétique en Sibérie - le racisme, car c'est une manifestation de racisme que la présence de trop nombreux juifs parmi les condamnés pour crimes économiques.

C'est cette guerre idéologique que Kennedy a dénoncée dans son discours de l'O.N.U. lorsque le président américain assure que la paix ne peut être assurée que "si elle règne dans les coeurs".

Ainsi, bien des obstacles demeurent sur le chemin de la détente. En admettant même que l'accord de Moscou soit complété par d'autres traités, en admettant même que l'on trouve un terrain d'entente pour le problème allemand, ces accords apparaitraient tactiques, précaires tant qu'on ne sera pas passé au stade du désarmement idéologique.

Arrêtons-nous sur cette dernière notion. Il ne faut pas l'assimiler à une convergence des idéologies. La diversité, l'opposition même des idéologies n'est pas pas un obstacle à la paix et peut se révéler un ferment précieux de compétition pacifique. Mais ce qui entretient la tension c'est la guerre - et non pas seulement la différence - des idéologies : c'est le fait que l'idéologie est regardée comme un instrument de combat, et qui pousse donc l'U.R.S.S. à se défendre contre les invasions idéologiques de l'Occident, et réciproquement à porter les attaques idéologiques au coeur des pays occidentaux. Le désarmement idéologique signifierait la libre confrontation, la libre discussion des idées, la libre circulation des hommes, des conceptions artistiques, une comparaison objective et dépassionalisée des mérites et des échecs respectifs des régimes sociaux en présence.

On objectera que les communistes cesseraient d'être communistes s'ils admettaient cette mise en concurrence ouverte des idéologies.

Même si cette assertion était exacte, elle ne pourrait rien contre le fait

que le chemin de la détente passe par le désarmement idéologique. Et il ne faut pas sous-estimer l'ingénuosité des communistes pour concilier la pureté de la doctrine avec les nécessités de la vie. Ils ont déjà fait un premier pas en reconaissant que le triomphe mondial du communisme ne vaut pas une guerre thermonucléaire. Il faudra bien qu'ils finissent par admettre le réformisme européen et la spécificité des socialismes africains, par exemple. Pour l'instant ils continuent d'affirmer, avec un orgueil et une arrogance que rien ne justifie, que le seul authentique socialisme est celui dans lequel le parti communiste jouera un rôle directeur, soit seul, soit à la tête des fronts nationaux."

A. KEREVER
"Revue de Défense Nationale"
Janvier 1964

***

"Les dirigeants du Kremlin ne disposent en Roumanie ni d'une police secrète ni d'une armée pour contraindre les gouvernants. Quand ceux-ci sont mécontents de la part que leur attribuent les planificateurs du Comecon, ils publient, avec une apparente impartialité, la lettre en 25 points du Comité central du parti communiste chinois et la réponse du Comité Central du parti russe. Affectant une sorte de neutralité entre Moscou et Pékin, la Roumanie renoue les relations commerciales avec l'Occident et n'hésite pas à préférer, comme clients ou fournisseurs, des Etats capitalistes aux Etats socialistes. Ainsi, sur le plan économique, l'unité du bloc soviétique, même en Europe, tend à se dissoudre. Quant à la Chine, depuis le départ des techniciens soviétiques en 1960 et les mauvaises récoltes des années suivantes, elle s'est tournée vers l'Occident pour y acheter les produits alimentaires indispensables au ravitaillement de sa population".

Raymon ARON
"Le Figaro" - 2 Janv. 1964

***

Le gouvernement français a fait remettre au gouvernement soviétique le message suivant, en réponse à la note soviétique du 21 novembre 1963, relative aux procédures utilisées sur l'autoroute de Berlin :

"Le gouvernement français tient à préciser en ce qui concerne la note du ministère des Affaires étrangères en date du 21 novembre, que les procédures relatives aux convois qui sont actuellement en vigueur ainsi qu'il en a été fait communication au représentant soviétique en Allemagne le 29 octobre, ont pour but de faciliter l'écoulement régulier et sans danger de la circulation sur l'autoroute. Les convois envoyés par la France, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, les 4 et 5 novembre, ont suivi cette procédure comme l'ont fait ensuite les autres convois.

"Le droit fondamental des alliés à un accès libre et sans restriction à Berlin n'est d'aucune façon limité par les procédures utilisées depuis l'été de 1945, qui ont pour seul but d'assurer de façon régulière et sans danger la circulation de l'autoroute".

Les gouvernements des Etats-Unis et de Grande Bretagne ont fait remettre des notes identiques à Moscou.

. . . . . .

é "Selon PARIS-PRESSE, la maison Dior s'apprêterait à conclure un accord commercial avec ...Moscou, aux termes duquel Dior vendrait ses modèles à l'URSS pour qu'ils soient reproduits et diffusés à des millions d'exemplaires outre-Rideau de fer. ....

. . . . . .

PETRU DE ROMA

C'est le quatrième président en exercice que la Communauté des Grecs de Roumanie perd en la personne de Petros Roma.

Cet homme, issu de la grande famille des Zakinthou au passé glorieux, avait su conquérir, par ses manières affables, sa haute moralité, son esprit modéré, le coeur de ses amis et le respect de tous.

Il rendit des services inestimables à la cause des réfugiés qui perdent en lui un ardent défenseur, un ami et un collaborateur précieux.

Romas avait voulu que sa dernière demeure fusse près de ces réfugiés de Roumanie, ses compagnons de lutte. C'est, selon ses dernières volontés, au cimetière d'Hiopoulis, proche de la colonie de Karéa, que son corps a été enseveli, devant l'assistance affligée de ses amis et de ses élèves de Karéa.

M. Anastase Stavrakas, Secrétaire général de la Communauté, rendit ensuite un dernier hommage à la mémoire du disparu.

Après avoir rappelé que Petros Romas, fils du Comte Dimitri Roma de Zakinthe et de la princesse Zanaïde Kallimachi de Roumanie, naquit en 1896 à Braila, le secrétaire général évoqua les vertus du défunt: sa noblesse de caractère, sa droiture, sa modération, qui le firent sortir des rangs et le conduisirent en 1938 à la présidence de la colonie grecque de Bucarest, lorsque cette dernière eu recours à lui, ce fils de Braila, pour sauver la Communauté de la désunion.

Ce furent ces mêmes vertus qui le firent aimé de tous.

Après la guerre, Romas connut le sort plein de périls et de privations de tous les réfugiés grecs de Roumanie. Il vint en aide à une quantité innombrable d'entre eux et lui qui partageait leurs peines se fit un devoir de les secourir et de les soulager.

S'il n'en reçut pas toujours la reconnaissance méritée, le titre de président qu'il conserva cependant de façon presque ininterrompue lui fut toujours incontestablement reconnu.

Son oeuvre lui valut le respect de ses collaborateurs et de tous les réfugiés.

Il travailla sans relâche à faire l'unité des membres de la Communauté. Pour conclure, le Secrétaire Général exprima l'espoir de voir l'exemple de Petros Romas suivi par tous, et il termina en ces termes : "nous sommes sûrs que son souvenir demeurera en nous éternellement".

La première séance du Conseil de la Cimmunauté qui eut lieu après son décès, fut consacrée à la mémoire du président défunt. Mr. P. Koutavas, vice-président, ouvrit la séance en faisant l'éloge du président disparu. Il exprima le souhait qu'en hommage à sa mémoire, l'harmonie et la concorde règnent au sein des réfugiés grecs de Roumanie, que les querelles passées soient oubliées, afin que tous les efforts tendent vers la recherche d'une solution aux problèmes de l'heure présente.

Il demanda ensuite qu'une minute de silence soit observée en souvenir du disparu.

UN PRINCE RECONNAISSANT !

Le Prince Carol de Roumanie a offert ses biens - estimés à une valeur de 30 Millions de £ - au gouvernement britannique.

L'offre a été faite par une lettre adressée au Chancelier de l'Echiquier. Cette lettre a été écrite dans la demeure du Prince, Upton House, Poole, Dorset. Le prince était accompagné de sa femme, la princesse Jeanne, du conseiller juridique, Mr. William Munro et du self made man et magnat des affaires, Mr. Sidney Cotton.

Le prince, qui paie pour son logement 2 £ par semaine à la Société Poole, dit : Mr. Mr. Cohen et Mr. Munro m'ont suggéré de faire don de ma fortune au gouvernement. Il y a quelque temps, j'avais eu l'idée de le faire, mais je l'avais oublié, jusqu'à ce qu'on me le rappelle.

Mr. Cohen, de Vale-Roas, Bournemouth, est l'homme qui offrit le mois dernier 3 millions £ pour l'achat du chateau de Cardiff. Il a dit récemment : la fortune du prince doit valoir plus de 30 millions de £. Il a des actions dans les pétroles, les minérais et le bois, ainsi que des propriétés.

Seule une faible part de sa fortune est bloquée dans les pays communistes; la plus grande parte se trouve ici et au Canada.

La lettre stipule que les revenus de cette fortune soient utilisés au financement de l'industrie et du commerce, d'intérêt national, en reconnaissance de l'hospitalité offerte par la Reine et par le gouvernement.

Le Prince Carol, autrefois relieur à Paris, fut reconnu - après des années de débats juridiques - comme étant le fils légitime de l'ex roi Carol de Roumanie A ce titre, il a eu droit à la fortune familiale.

UN ARMENIEN, EVADE D'U.R.S.S., REFOULE A ORLY

Arrivé récemment à Orly par le courrier régulier d'Air France en provenance de Téhéran, M. Francis Akepan, 37 ans, réfugié arménien, qui a été interpellé à sa descente d'avion, va être refoulé en Iran. Il n'était muni que d'un titre de séjour iranien et n'avait aucun visa d'entrée en France.

Comme beaucoup d'Arméniens vivant à l'étranger, M. Akepan avait gagné volontairement, en 1947, l'U.R.S.S.. Rapidement il fut déçu des conditions de vie et décida de s'enfuir. Avec deux autres Arméniens - venus comme lui en 1947 en U.R.S.S. - qui travaillaient comme lui comme camionneurs à la frontière russo-iranienne, il acheta un camion, le remplit de chaux pour l'alourdir, puis, le jour venu, tous trois défoncèrent avec le véhicule les barbelés et traversèrent la frontière. Le camion tomba dans une rivière et c'est sous les coups de feu des gardes-frontières qu'ils gagnèrent à la nage l'autre rive.

Ses deux compagnons, peu après leur évasion, se rendirent en France munis d'un sauf-conduit de l'ambassade de France à Téhéran ; M. Akepan, qui voulait les rejoindre, a omis de se munir à Téhéran des mêmes pièces nécessaires pour entrer en France.

***

CAMPAGNE ANTI-RELIGIEUSE EN U.R.S.S.

A l'occasion de la fête de Noël orthodoxe, plusieurs journaux soviétiques importants ont publié des articles sur la lutte contre la religion.

La "Pravda" affirme que la propagande athée rencontre maintenant davantage de succès qu'il y a cinq ou six ans. Le journal du parti communiste soviétique

déclare que c'est le dévoir de toutes les organisations du parti "d'attaquer sur un vaste front".

De son côté, "Sovietskaya Koultoura", organe du ministère de la culture, annonce que des films fixes antireligieux sont maintenant disponibles pour le travail de propagande. On relève dans le catalogue les titres suivants : "Sous le masque de Sa Sainteté", et "La lumière abolit les ténèbres".

D'autre part, le vice ministre soviétique de la santé a déclaré au cours d'une émission radiodiffusée que de nombreux rites religieux ne sont pas hygiéniques et qu'ils provoquent souvent des maladies.

C'est ainsi, a-t-il dit, que le baptême peut être dangereux : "L'enfant peut prendre froid non seulement lorsqu'il est immergé dans les fonts baptismaux mais aussi pendant qu'on l'emmène à l'Eglise et qu'on le ramène à la maison. Il existe également un danger de le voir attraper des maladies de la peau, des oreilles et des yeux".

Selon le ministre, la confession n'est pas non plus hygiénique : "Quant à la communion, à part le fait que c'est un rite absurde, elle est dangereuse pour la santé au même titre que le fait debaiser la croix et la main des prêtres".

***

Le barrage de Bratsk, sur l'Angara (Sibérie) est l'orgueil du peuple soviétique. Quant à la ville de Bratsk (100.000 habitants), elle n'existe pas. Huit ans après sa fondation par les premiers pionniers chargés de construire le barrage gigantesque, la ville de Bratsk est une légende ; tel est le scandale que dévoile la "Komsomolskaya Pravda" :

"Des milliers de gens, de jeunes familles, vivent sous les tentes, confrontés aux problèmes du ravitaillement, de la lessive, de l'éducation des enfants. Il est difficile de deviner le dessin de la ville dans ces agglomérations perdues dans la Taïga, sans eau, sans canalisations et parfois sans électricité," - écrivent les deux envoyés spéciaux su journal.

Le journal évoque les files d'attente devant les magasins d'alimentation, la carence "criminelle" des immeubles d'habitation, d'écoles, de clubs, 40.000 mètres carrés de surface habitable ont été construits en 1963 au lieu de 102.000 prévus par le plan.

Le journal ajoute que la presse se voit déconseiller certaines enquêtes sur place.

Les autorités de Bratsk ont fait éditer un fascicule traçant un tableau idyllique des conditions de vie dans la ville, "mais c'est un faux, visant à se débarrasser des journalistes curieux, ou à faire croire que la faute vient de plus haut".

***

MADRID, LA MEILLEUR MARCHE DES VINGT-TROIS PRINCIPALES VILLES DU MONDE
Ce que l'on peut acheter avec 150 pesetas.

Selon un tableau statistique dressé récemment par le ministère espagnol du commerce, un panier composé par la même quantité de mêmes aliments, dans chacune des 23 principales villes du monde, atteindrait son prix le plus bas dans la capitale espagnole.

Pour un ensemble d'aliments composé de 500 gr. de bifteck ou d'un pouler, d'un kg. 1/2 de pain, d'une demi douzaine d'oeuf, de 2 kos 1/2 de pommes de terre ou de riz, de 450 gr. de beurre, d'un litre de lait et d'un demi-litre de vin ordinaire ou d'un litre de bière, le tableau du ministère donne un prix total de 150 pts pour Madrid et de 152 a 360 pts pour les 22 autres villes parmi lesquelles : New-York, Paris, Londres, Rome, Buenos-Aires, Tokio et Dusseldorf. Cette étude comparative porte également sur l'habillement, les divertissements et les logements, secteurs où Madrid apparaît également comme la ville meilleur marché.

PAX ATOMICA: 1964

by : I.G. MUGUR

- "We must deal with the world as it is, and not as it might have been had the history of the last eighteen years been different".By these words the late President John F. Kennedy admitted that no nation is to-day all-powerful internationally and accepted the nuclear stalemate as an instrumental diplomatic arrangement for a Pax Atomica.

-"Deep in the Heart of Texas" - at his ranch-press-conference, the new President Lyndon B. Johnson reaffirmed his commitment to the course charted by Kennedy and even went a little farther when he said : -"We are going to go down any road that can possibly lead to peace".

As for the Russian Sovietic leader, faced by drastic agricultural troubles in the "virgin lands" and hammered from outside by recalcitrant "allies", he is the natural campion of peaceful co-existence because Russia's chances for economic progress in this domestic field and his own survival as a political leader are in no small part dependent on American friendship.

So, we are living in a world in which the old alliances have lost much of their validity and yesterday's enemies are to-day's friends ! An atomic age in which the "bomb" does not respect class principles nor old-fashioned tenets deffending the rights of individual nations for self determination, justice and liberty for all.

In the context of this deplorable situation, we the so-called political exiled disposed to fight abroad for the human rights of our people at home, it is about time to think and act in harmony with a world as it is, and not as it might have been had the history of the last eighteen years been different.

We have to adapt curselves with the real facts of a worls in which we are living now and not in the past.

We have to adjust our tactics and strategies in harmony with a policy of international inclinations for farther economic and cultural relations between the East and the West.

Our prezent attitude is complotly negative to any understanding between the West and The East . But if between the West and the East, in spite of our liking or disliking, really takes place a package-deal of mutual interests then, to what practical profit can we further our actual aims ?

I.G.M.

. . . . . .

SPIES CHECKED : By replacing Soviet instructors, technicians and advisers the extent of East bloc espionage and Communist propaganda in Iraq will be sharply diminished. Five Bulgarian Diplomats and one East German Communist recently had to leave the country. Three East German lecturers at Baghdad University were dismissed because they were responsible for agitation among the students.

. . . . . .

LU POUR VOUS

par Armand AVRONSART

Si vous désirez vous distraire : "Les autels de la peur" par Robert Margerit. Faisant suite à l'Amour et Le Temps-chronique des débuts de la Révolution, ce roman historique décrit la terreur avec une force et une grandeur inhabituelles. Editeur : Gallimard.

De la Table Ronde : "Une extrême amitié" d'Henri Troyat : une histoire banale racontée avec tout l'art d'un grand romancier et "L'Espérance a raison" par Henri Muller : description savoureuse des millieux littéraires qui donne à cette lecture beaucoup de charme. Hélas "L'Espérance n'aura pas raison" jusqu'au bout et on ne peut que le regretter.

"Le charnier natal" par Castillo, édité par Le Seuil. Une illustration du drame de la guerre civile espagnole : egoïsme et bêtise des possédants, cruauté et sauvagerie du peuple misérable.

Si vous désirez apprendre : "Les Prêtres" par Xavier de Chalendar - Edit. Le Seuil. Vous connaîtrez ces êtres épris d'absolu que nous rencontrons et coudoyons quotidiennement.

Si vous désirez penser : de Jules Romains : Pour raison garder tomes I et 2. Ces deux petits livres - si vous êtes voltairien - vous raviront, mais si vous êtes pascalien ils vous irriteront. Editeur : Flammarion.

Après"Gaulle deux", "Le plus illustre des Français" et "Haute cour" "retiré de la vente ?", le célèbre écrivain Alfred Fabre-Luce nous donne le deuxième tome de "Vingt-cinq années de liberté" intitulé : "L'Epreuve". Il s'agit de la période 1939-1946. Faure-Luce nous décrit avec un grand talent une grande époque de l'Histoire décrite par un esprit libre. Editeur : Julliard.

Notre ami Edouard Sablier a écrit - édité par Arthème Fayard - "De l'Oural à l'Atlantique", livre d'une lecture facile et d'un immense intérêt.

Georges Le Brun-Keris, dans la collection "Omnes Gentes" des éditions Fleurus, vient de publier un excellent ouvrage : "Afrique, quel sera ton visage?". L'auteur part de la réalité indivise de l'âme africaine, en étudie les variations et les constantes, analyse le bouleversement apporté par l'histoire récente et recense les forces religieuses et politiques qui peuvent influer sor son destin : les partis, l'animisme, l'Islam, le christianisme et le communisme.

Dans les "Stances à Sophie", Christiane Rochefort - pour son troisième roman - a pris pour cible les bourgeois, qu'elle exécute avec toute la férocité la ferve et le goût de s'amuser qui font son génie propre. Il en résulte un livre rapide, à la fois noir et cocasse, écrit au vitriol et d'une totale désinvolture Edité par Bernard Grasset.

Michel Cretin-Vercel dans "Nouvelle Algérie" nous présente un livre dont il se dégage un parfum d'anis et de soleil et où on découvre le climat politique, économique et social de la nouvelle Algérie. Editeur Albin Michel.

Le Livre de Poche continue sa progression. Série romanesque :"Le baiser au lépreux" de François Mauriac, "Le Chant du Monde" de Jean Giono; Série classique : "Splendeurs et misères des courtisanes" de Balzac. Série policière ; Les Aventures de Sherlock Holmes de Conan Doyle. Série encyclopédique : "L'Art Moderne" de J.E. Muller et le livre de poche chretien avec le dictionnaire des Saints.

Enfin, édité par Robert Laffont et lus avec beaucoup d'intérêt : "Le méchant petit habit bleu du bal" écrit par Bernard George et par Elvio Barlettani: "Lampo, chien voyageur", une histoire vraie qui a fait de son héros, le chien le plus célèbre d'Italie.

O GREŞALĂ DE INTERPRETARE

de PAMFIL SEICARU

In "STINDARDUL" (Anul X, N° 74-75) s'a publicat sub semnătura C.S. un articol având titlul "Un document despre care nu se vorbeşte care impune unele precizări".

Impărtăşim revolta autorului faţă de o îndrăzneaţă încercare de a transforma o zi de doliu într'o sărbătoare naţională.

"In Calendarul pe anul 1963 al "Comitetului Naţional" figurează încă, printre sărbătorile naţionale, alături de Bătălia dela Mărăşeşti, "Actul dela 23 August 1944". Cinism sau stupizanie ?"

Intrebarea dlui C.S. este perfect îndreptăţită, numai că alternativa nu este adecuată, deoarece nu este vorba de stupizenie, cuvânt care tălmăcit din latină în româneşte înseamnă prostie. Prostul interpretează greşit un eveniment, dar cu bună credinţă ; fiind nevoias la minte, el înţelege greşit, dar fără intenţie. Banda capitulardă, însă, este conştientă de actul de trădare săvârşit şi încearcă, cu o nerusinată îndrăzneală, să-l prezinte ca o mare faptă demnă să figureze între sărbătorile naţionale. In definitiv, de ce n'am trece între eroii naţionali şi pe trădătorul Ieremia Movilă, dacă acceptăm tabla de valori a capitularzilor ? Autorul articolului "Un document despre care nu se vorbeşte" a făcut bine atrăgând atenţia asupra acestei îndrăzneţe şarlatanii de a da unui act de înaltă trădare valoarea unui act eroic.

Nu suntem însă de acord cu interpretarea pe care D-sa o dă actului dela 23 August. Citäm : "Larma în jurul zilei de 23 August 1944 nu e, n'a fost, decât o manevră de diversiune, pentru a se distrage atenţia dela o altă dată : 12 Septembrie 1944. Manevră care până acum a reuşit. Ani de-a-rândul ne-am pierdut vremea, străduindu-ne să demonstrăm ceeace era evident, adică : actul dela 23 August 1944, n'a fost un armistiţiu, ci o capitulare ruşinoasă".

Găsesc necesară o recapitulare. Când dl C.S. scrie : "ani de-a-rândul ne-am pierdut vremea, străduindu-ne să demonstrăm ceeace era evident, adică : Actul dela 23 August 1944 n'a fost un armistiţiu, ci o capitulare ruşinoasă", pluralul folosit este excesiv, deoarece ani în şir am fost singurul care am dus campania de clarificare al actului de înaltă trădare. Intr'o scrisoare cu data de 16 Octombrie 1948, trimisă generalului Rădescu, am designat pe Gr. Niculescu-Bureşti şi C. Vişoianu responsabili de capitulare "en rase campagne". Scrisoarea a fost difuzată printr'o indiscreţie a unuia dintre secretarii generalului I. Rădescu. Când am sosit la Paris, la 14 Decembrie 1948, spre a lua contact cu editorul André Bonne, care tipărea "Dotla - Rien que des cendres", am găsit o atmosferă de quasi-unanimă ostilitate, creiată de difuzarea acelei scrisori. Si acţiunea patriotică a început prin a fi denunţat serviciilor de siguranţă franceze ca "un nazist", "criminal de război", care trebuia, bine înţeles, să fi fost predat guvernului din Bucureşti. Existau printre Românii aflaţi la Paris unii cari îm-

părtăşeau punctul meu de vedere, dar nu cutezau să-l susţină, temându-se de reacţiunea capitularzilor care, în calitate de "democraţi" aveau audienţă la autorităţile franceze. Groaza de a fi predaţi guvernului din Bucureşti făcea să amuţească pe nefericiţii care credeau, ca şi mine, că la 23 August 1944 a fost o capitulare fără condiţii sau "en rase campagne".

In Mai 1949 a apărut "Dotla - Rien que des cendres", în care stabileam răspunderile care decurgeau din capitularea fără condiţii. Este bine să amintesc că în 1949 nu exista documentarea de care dispunem astăzi, privind politica Statelor Unite şi a Angliei la Teheran şi Yalta ; mă călăuzisem numai după faimosul memoriu "La Roumanie devant la Conférence de la Paix", alcătuit de Al. Creţeanu, Gr. Niculescu-Buzeşti, C. Vişoianu şi Grigore Gafencu. Din acest memoriu reeşea grija autorilor de a menaja Rusia sovietică, o indicaţie precisă că toţi patru sperau într'un posibil aranjament cu Moscova, deci nu vroiau să rupă toate punţile în vederea asigurării carierii lor politice.

In Memoriu explicau aşa zisa acţiune politică a României după Münich, primirea garanţiilor Angliei şi Franţei şi consolidarea marelui moft "L'Entente Balcanique", "organisation régionale tendant à s'affilier à un système de sécurité comprenant les Puissances Occidentales aussi bien que l'U.R.S.S., afin de créer dans le Sud-Est européen une résistance organisée, opposée aux visées expansionnistes de l'Allemagne...Ces efforts furent anihilés par un nouveau choc qu'eut à subir l'ordre européen : la conclusion de l'accord de Moscou".

Acea lăudată "Entente Balkanique", născocire a lui N. Titulescu, era tot atât de consistentă ca şi "La Petite Entente"; valoarea acelui moft diplomatic, pentru a cărei consolidare Carol II însărcinase pe Gafencu, s'a verificat în Iunie 1941, când România s'a găsit complect izolată şi rămasă la discreţia Rusiei sovietice. Sforţările de a consolida moftul titulescian au fost anulate de încheerea acordului din Moscova, şi ele explică memoriul ; reiese clar că, în taină, Grigore Gafencu spera să facă din România o aliată a Rusiei sovietice contra Germaniei. Astăzi nu mai e un secret că Stalin urmărise provocarea unui război între Germania nazistă şi democraţiile occidentale, Rusia sovietică urmând să culeagă toate beneficiile din situaţie de simplă spectatoare.

Amintesc, în treacăt, politica Rusiei în timpul anului 1935 : la 2 Mai 1935, semnarea tratatului de asistenţă mutuală cu Franţa; la 13 Mai, Laval s'a dus la Moscova, unde a rămas trei zile, având prelungite conversaţii cu Stalin, Molotov şi Litvinov. Inainte de plecarea lui Laval s'a publicat acest comunicat : "Reprezentanţii U.R.S.S.-ului şi ai Franţei au fost complect de acord ca să recunoască, în starea actuală a situaţiei internaţionale, obligaţiile care se impun Statelor sincer interesate în salvarea păcii, şi care şi-au manifestat în mod limpede această voinţă de pace prin participarea lor la orice căutare de garanţii mutuale în interesul chiar al menţinerii păcii.."

"Datoria, mai întâi, le incumbă să nu lase să se slăbească cu nimic mijloacele apărării lor naţionale. In această privinţă, Stalin înţelege şi aprobă cu totul politica d e apărare naţională pe care o face Franţa spre a menţine forţa ei armată la nivelul siguranţei ei".

Acest pasaj final din comunicat dezavua, brutal, politica anti-militaristă dusă de partidul comunist francez, cum şi de partidul socialist. Neaşteptata schimbare de atitudine a Kremlinului a uimit, în special, pe socialiştii francezi. In oficiosul partidului "Le Populaire" din 17 Mai 1935, Leon Blum scria : "Nu-mi pot reveni. Deci, Stalin înţelege şi aprobă din plin politica Franţei de apărare naţională, pentru a-şi menţine forţa armată la nivelul siguranţei ei. Dacă Stalin aprobă această politică, el dezaprobă atunci pe cei care au refuzat voturile lor creditelor extraordinare de război... Stalin dă dreptate contra noastră guvernului pe care l-am combătut şi al cărui reprezentant la Moscova se va întoarce

înarmat cu un certificat de bună purtare".

Ca să înţelegem însemnătatea acestei aprobări, este necesar să amintim că atât socialiştii cât şi comuniştii duceau o campanie teribilă contra politicei de înarmare a Franţei, grevele ţinându-se lanţ. Stalin nu se limitase la această aprobare din comunicat - fraza fusese de altfel dictată de Laval - ci dăduse instrucţii partidului comunist francez să devină belicist, să încălzească opinia publică prin discursuri patriotice. Ofiţerii francezi nu mai erau trataţi de "gueule de vache", iar Thorez, Marty, Duclos, Petri nu mai preconizau insurecţia în caz de război. Sensul politic al acestei schimbări radicale de atitudine în avem în desbaterile celui de al 7-lea Congres mondial al Kominternului, început la Moscova în ziua de 25 Iulie 1935. Molotov, şeful guvernului sovietic, arăta cu citate din "Mein Kampf" a lui Hitler, apropiata agresiune a Germaniei naţional-socialiste contra Rusiei. Dimitrov, secretarul general al Internaţionalei comuniste, rostise în şedinţa din 2 August, un discurs în care afirma categoric politica Rusiei sovietice.

"Pericolul cel mai ameninţător pentru patria noastră proletară este probabila agresiune din partea hrăpăreţului fascism german. Dacă nu reuşim să îndreptăm aceste forţe (germane) spre alte ţări, nu vom putea înlătura pericolul. Numai un guvern al Frontului popular îşi poate lua sarcina să atragă asupra lui un astfel de atac. Si proletarii din toate ţările au datoria să-şi amintească că prima lor obligaţie este să apere patria proletariatului mondial : Uniunea Sovietică".

Acest fragment din discursul lui Dimitrov explică politica Rusiei sovietice dela Mai 1935 până în August 1939, când a dat lovitura de teatru : semnarea pactului Ribbentrop-Molotov.

In faimosul memoriu "La Roumanie devant la Conférence de la paix" (Paris 1946), găsim la pag. 10 această frază care arată atitudinea potăilor capitularde, gata să lingă mâinile celor cari loveau sălbatec bietul neam românesc : "Pas plus que pour l'accord de Münich, il n'y a pas lieu d'élever ici des plaintes, ni des récriminations ; Moscou ne fut; peut-être, que la conséquence fatale de la division de l'Europe effectuée à Münich". Acordul Ribbentrop-Molotov, semnat în ziua de 23 August, a fost punerea în practică a politicei expuse de Dimitrov : să îndrepte împotriva Occidentului forţele hitleriste, Rusia rămânând neutră.

Capitularzii încercau să justifice pactul care a deslănţuit războiul, spre a se pune bine cu Moscova. Pentru aceasta, au înlăturat şi problema Basarabiei, care trebuia să explice războiul nostru contra Rusiei sovietice. Si cu atât mai obligaţi erau să o pună în discuţie prin memoriul înaintat Conferinţei de pace, cu cât Rusia sovietică - asigurată de pactul Ribbentrop-Molotov - violase, în Iunie 1940, Convenţia de definire a agresorului semnată la Londra în 3 Iulie 1933 împreună cu 9 state. Ori, dintre statele semnatare, cinci - Estonia, Letonia, Lituania, Finlanda, Polonia şi România - fuseseră atacate de Rusia sovietică, cea care luase iniţiative acestei convenţii. Era un prilej să fi amintit de Rezoluţia adoptată de Consiliul Societăţii Naţiunilor în ziua de 14 Decembrie 1939, prin care, pe baza articolului 16, aliniatul 4 din Pact, Rusia sovietică fusese exclusă din Societatea Naţiunilor.

Ar fi fost inutil ? Fără îndoială că totul fusese aranjat la Teheran şi Yalta de Roosevelt, Churchill şi Stalin, sentinţa împotriva noastră era dată, conferinţa din Paris servind doar de înregistrare a celor deja hotărâte. Dar un protest, o apărare documentată a drepturilor noastre asupra Basarabiei şi denunţarea perfidiei ruseşti, gata să semneze angajamente solemne pe care, atunci când împrejurările îi îngăduie, să le calce cu cinism, un rechizitoriu al politicei sovietice, al crimelor săvârşite în România după 23 August 1944, ar fi servit cauza naţională într'un viitor care începe să se arate propice liberării ţării

noastre. Autorii memoriului erau însă preocupaţi să menajeze Rusia, să pledeze circumstanţe atenuante pentru România, pe care o arătau vinovată de a fi declarat războiu pacinicei ei vecine.

In acest memoriu, mai găsim două mărturisiri importante : prima, că faimoasele negocieri dela Cairo se reduseseră la transmiterea mesagiilor regelui Mihai şi ale şefilor blocului naţional-democrat - Iuliu Maniu, Dinu Brătianu, Titel Petrescu şi Lucreţiu Pătrăşcanu, reprezentantul partidului comunist - reprezentanţilor Statelor Unite, Angliei şi Rusiei Sovietice. Citim la pag. 19, în Memoriu: "Mais les représentants alliés au Caire se bornaient à indiquer qu'ils avaient transmis le message du Roi Michel et des chefs du bloc national-democratique à leurs gouvernements et qu'ils attendaient la réponse". Un astfel de răspuns stereotip primiseseră după înmânarea mesagiilor din 2 şi 7 Mai, 9 şi 14 Iulie, cu toate că "Maniu envoyait au nom du bloc national-démocratique, des télégrammes pressants au Caire, pour indiquer la confusion que créait le silence des Alliés et la nécessité d'une réponse urgente" (pag. 19). Deci, n'au existat negocieri la Cairo.

Văzând că nu primesc nici un răspuns, grăbiţii democraţi au luat o decizie eroică : încetarea unilaterală a focului. Reproduc fragmentul lămuritor şi decisiv din Memoriu : "Aussi, le 23 Août, et malgré qu'aucun signal positif ne fût encore venu du Caire, le roi et les chefs du bloc national democratique ont considéré que tout retard de l'action pourrait signifier de nouvelles luttes sanglantes et inutiles. Ils se sont décidés à passer aux actes. Le roi fit arrêter le maréchal Antonesco et nomma un gouvernement dont faisaient partie les chefs du bloc national-démocratique. L'ordre était immédiatement donné aux troupes roumaines de cesser les hostilités contre les forces soviétiques".

Incetarea unilaterală a ostilităţilor, fără să se fi stabilit în prealabil condiţiile, se numeşte capitulare "en rase campagne", capitulare fără condiţii, ţara rămânând la discreţia învingătorilor. Responsabilii capitulării sunt menţionaţi în chiar acest pasaj : regele Mihai, Iuliu Maniu, Dinu Brătianu, Titel Petrescu şi Lucreţiu Pătrăşcanu. Nu poate exista prin urmare nici o controversă.

Această dementă decizie a avut, ca prim efect, o dramatică confuzie pe front. Conform instrucţiilor generalului Racoviţa, comandantul armatei de operaţii, care era în complot şi principal element de execuţie al capitularzilor prezidaţi de regele Mihai, delegaţi ai unităţilor româneşti au luat contact cu comandanţii sectoarelor sovietice, la dispoziţia cărora au pus trupele româneşti. Toţi ofiţerii ascultaseră la Radio cuvântarea Regelui care anunţase încheierea unui armistiţiu. Nu există în vocabular cuvântul care să califice, aşa cum se cuvine, mârşavul act de înşelare a bunei credinţi a armatei care luptase eroic timp de trei ani şi două luni, ducând nimbate de glorie steagurile ţării până în Crimeea, Caucaz şi pe malurile Volgei. O trădare care nu are precendent în istoria nici unei naţiuni : un rege dă armata în mâna inamicului! aceasta este realitatea monstruoasă. După un moment de dezorientare, comandanţii unităţilor ruseşti au cerut instrucţii, nefiind informaţi de semnarea unui armistiţiu, cum afirmau ofiţerii români. Răspunsul din Moscova a fost conform adevărului : nu se semnase nici un armistiţiu şi, în consecinţă, unităţile româneşti trebuiau să fie înconjurate, dezarmate şi făcute prizoniere. In prim-le ore, au fost mai mult de 130.000 prizonieri români, trimişi în Rusia. După două zile, totalul prizonierilor depăşise cu mult 175.000, adică mai mulţi prizonieri decât în cursul a trei ani şi două luni de război. Este marea, eroica ispravă militară a cretinului Mihai I. Cine este de acord, să cânte mai departe "Trăiască Regele". Cu mistificarea dela Cairo şi "marea înţelepciune patriotică a lui Iuliu Maniu şi a zisului comitet naţional-democrat" se începe istoria mucenicieii poporului român.

Decizia dementă a încetării unilaterale a osti liraţilor, adică capitularea "en rase campagne", a fost motivată în memoriul "La Roumanie devant la conférence de la paix" (Paris 1946) : "Aussi, le 23 Août, et malgré qu'aucun signal positif ne fût encore venu du Caire, le Roi et les chefs du bloc national-démocratique ont considéré que tout retard de l'action pourrait signifier de nouvelles luttes sanglantes et inutiles". Ca armata română să nu mai sufere pierderi, au decis ca ea să lupte pentru "liberarea Cehoslovaciei şi a Ungariei". Capitularzii, grijulii de sacrificii inutile de vieţi româneşti, informau prin memoriu că "elles (armatele româneşti) ont participé à 16 grandes batailles et a 367 combats, en avançant de plus de 1.000 kilomètres, jusqu'au coeur de la Bohème et en traversant 12 massifs montagneux par temps d'hiver, dans les régions complètement dépourvues d'abris et de communications. Elles ont libéré 2831 localités, dont 53 villes et capturé 103.214 prisonniers. Leurs pertes ont été particulièrement lourdes : 5078 officiers, 4984 sous-officiers et 159.760 soldats, soit un total de 169.822 hommes (dont 111.379 morts)". (pag. 21).

Trupele româneşti au fost carne de tun, întrebuinţate de comandantul rusesc cu intenţia de a le nimici. Dacă există în exil un ofiţer care a luat parte la bătălia dela Oradia, poate aduce preţioase mărturii în ce priveşte sacrificarea inutilă de către comandantul rusesc a unităţilor româneşti.

Aceasta era situaţia pe front, dar în ţara lăsată de izbeliţte, sute de mii de Români au servit de ţintă Ruşilor beţi, cari îşi exercitau dexteritatea de ţintaşi. Când ţara va fi liberă, se va face bilanţul vieţilor distruse în urma sinistrei decizii a regelui şi a şefilor blocului naţional-democrat.

Reproduc din "Dotla - rien que des cendres" (Paris 1949) aceste pagini : "Nous pensons qu'il n'est pas inutile de reproduire ici les déclarations que fit à la suite de cette signature, le 12 Septembre 1944, le nouveau ministre des affaires étrangères de Roumanie, G.R. Nicolesco-Buzeşti, qui avait été aussi le régisseur de la politique étrangère de la Roumanie entre 1943 et 1944.

"Le 23 Août, aussitôt après la constitution du nouveau gouvernement, nous avons donné à nos délégués du Caire, MM. Barbo Stirbey et Constantin Vişoianu, pleins pouvoirs en vue de la signature de l'armistice. L'ambassadeur soviétique du Caire a communiqué que son gouvernement est d'accord pour signer l'armistice dans les conditions établies à la suite des négociations qui avaient eu lieu, mais que la réponse de son gouvernement ne sera donnée qu'à la suite de l'assentiment des Etats Unis et de la Grande Bretagne. Nos délégués sont partis pour Moscou où il sera procédé à la signature de l'armistice. Ils s'y trouvent depuis trois jours et le gouvernement roumain attend avec impatience la nouvelle de la signature de l'armistice.

"La question qui se pose maintenant est celle du régime juridique entre la Roumanie et l'U.R.S.S. jusqu'à la conclusion de l'armistice.

"A ce sujet, M. Molotov, commissaire du peuple aux affaires étrangères, a fait, le 26 Août, une déclaration dont l'opinion publique roumaine a pris connaissance avec la plus grande satisfaction et dans laquelle il est précisé que l'U.R.S.S. n'a pas l'intention d'obtenir une partie quelconque du territoire roumain, de changer l'ordre social existant ou d'apporter une atteinte quelconque à l'independance de la Roumanie.

"Le gouvernement soviétique considère qu'il est nécessaire de rétablir, avec le concours des troupes roumaines, l'indépendance de la Roumanie, délivrant le pays de l'oppression fasciste. La déclaration précise encore que si les troupes roumaines cessaient immédiatement les opérations contre les troupes soviétiques et s'engageaient à porter la guerre contre l'Allemagne pour l'indépendance de la Roumanie et contre les Hongrois pour la libération de la Transylvanie, au côté de

l'armée rouge, cette dernière leur permettra de garder leurs armes et les aidera par tous ses moyens à l'accomplissement de cette noble tâche. L'U.R.S.S. cessera immédiatement les opérations, dès que le territoire sera libéré des troupes allemandes. Cette condition était déjà accomplie par le gouvernement roumain lors de la déclaration de guerre faite à l'Allemagne le 24 Août, à quatre heures du matin. A partir de ce moment, l'intérieur de la Roumanie a été libéré des troupes allemandes par l'armée roumaine.

"Reste encore la question de la Transylvanie. Là se trouvent toujours des troupes allemandes et hongroises contre lesquelles la Roumanie est décidée à lutter immédiatement, en collaboration avec l'armée rouge.

"Je souligne donc, qu'indépendamment de la signature de la Convention de l'armistice, il existe entre le gouvernement soviétique et celui de la Roumanie un contrat selon lequel les deux armées luttent ensemble contre l'ennemi commun. Tel est le statut juridique entre la Roumanie et l'U.R.S.S. jusqu'à la signature de l'armistice. Par conséquent, l'armée roumaine doit pouvoir garder tous ses moyens de continuer la lutte.

"L'armée soviétique a été reçue en Roumanie dans l'esprit le plus amical. Nous nous rendons compte que dans la période des opérations militaires en cours, de petits incidents peuvent nécessairement se produire, mais nous n'entendons pas leur attribuer une signification quelconque. Il s'agit d'incidents épisodiques et sans importanve.

"Le gouvernement roumain a la profonde conviction que tout ce qui a été convenu avec l'U.R.S.S. sera intégralement respecté. Le gouvernement roumain considère que des rapports amicaux, sincères et de confiance mutuelle avec l'U.R.S.S. constituent un élément essentiel de la politique extérieure de la Roumanie". Aceasta este declaraţia lui Grigore Niculescu-Buzeşti.

"On peut difficilement lire sans répugnance des déclarations d'une aussi cynique sérénité. Le ministre des affaires étrangères de la capitulation déclarait, le 4 septembre, avoir accordé les pleins pouvoirs aux délégués du Caire aussitôt après le coup d'Etat, laissant entendre que l'armistice n'avait pas été conclu parce que les représentants roumains Stirbey et Vlsoianu n'avaient pas eu, jusqu'alors, le droit de signer. Cette explication essaie de justifier les cinq mois passés au Caire dans l'attente de négociations qui n'avaient même pas commencé.

"Huit jours s'écoulèrent entre la déclaration de Nicolesco-Buzeşti et la présentation aux délégués roumains des conditions d'armistice formulées par Molotov, La capitulation y été maquillée en "accord d'armistice", lequel fut signé vingt jours après la cessation des hostilités et le renversement des alliances. La Roumanie était livrée à la merçi de Moscou".

Apariţia cărţii "Dotla" explică furia cu care am fost atacat de banda capitulardă. Cartea care denunţa capitularea fără condiţii şi consecinţele ei, a surprins, deoarece exilaţii de bună credinţă erau convinşi că la Cairo se semnase un armistiţiu pe care Rusia Sovietică l'a călcat. O revistă "Vestitorii" care apărea în Germania, refuza să admită că regele şi şefii zisului bloc naţional-democrat au împins la capitularea fără condiţii. Iată de ce pluralul folosit de dl. C.S. nu corespunde realităţii. Azi, evident, toată lumea s'a convins că a fost o capitulare "en rase campagne".

Dacă aşi strânge laolaltă tot ce am scris timp de 12 ani ca să lămuresc exilul că la 23 August a fost o capitulare fără condiţii, aşi alcătui un volum de 1.500 de pagini. Inutil ? Nu. Am împiedecat să se consolideze, prin uitare, actul de înaltă trădare dela 23 August ca un "act de înţelepciune politică", iar regele ca "liberatorul ţării".

Autorul articolului "Un document despre care nu se vorbeşte" publicat în "Stindardul" face o greşală capitală scriind : "Cum n'a existat la 23 August nici un document scris, făuritorii faimosului act verbal nu pot fi acuzaţi logic de rea credinţă şi nici de trădare a intereselor româneşti ; cel mult de naivitate politică, dar pentru domnii din Comitetul Naţional, inocenţa în materie este virtute fecioreInică. Nu acelaş lucru se întâmplă însă cu celălalt act despre care nu se vorbeşte, actul dela 12 Septembrie 1944, care, spre deosebire de cel dintâi, e scris. Aici nici un subterfugiu nu mai e permis. Răspunderile sunt precise, clare".

In orice tratat de Drept internaţional, încetarea unilaterală a ostilităţilor se numeşte capitulare en rase campagne, sau capitulare fără condiţii şi implicit exclude o convenţie scrisă, în prealabil. Toată sforţarea capitularzilor a avut o singură ţintă : să escamoteze realitatea capitulării fără condiţii cu urmările inerente : dezarmarea armatei, capturarea a aproape 200.000 de oameni, consideraţi prizonieri, de care autorii memoriului - Al. Creţeanu, Gr. Niculescu-Buzeşti, C. Vişoianu şi Gr. Gafencu - s'au ferit să menţioneze, şi ocuparea ţării, în timp ce Inaltul comandament rusesc dădea comunicate informând de cucerirea oraşelor ţării, lăsate fără apărare prin "Actul de Inaltă înţelepciune". Alexandru Creţeanu, fost ministru plenipotenţiar la Ankara, numit de mareşalul Antonescu în August 1943, în urma insistenţei lui Iuliu Maniu, s'a simţit obligat, în 1952, să publice într'o revistă americană "Journal of Central European Affaires" un articol, reprodus de "La Nation Roumaine". In acel lung articol având titlul :"Negocierile dela Cairo pentru armistiţiul român - 1944" s'a chinuit să dovedească că totuşi a fost un fel de armistiţiu, gen pe care, până azi, nici un tratat de Drept internaţional nu l'a menţionat. Jalnică sforţare de a acoperi crima de înaltă trădare, dar chiar documentele citate dovedesc exact contrariu.

Recomand publicaţiei "Stindardul" - care are o atitudine aşa de hotărîtă împotriva capitulării, să mediteze asupra acestei fraze din articolul lui Al. Creţeanu : "A Stockholm, les Russes étaient allés jusqu'à offrir à Antonescu l'amélioration des conditions d'armistice, amélioration qu'ils avaient, jusqu'alors, refusé au Caire". Până azi, nici unul dintre capitularzi n'a dat un răspuns la întrebarea pe care am pus-o de zeci de ori : "de ce a fost nevoie de negocierile de la Cairo, când guvernul mareşalului I. Antonescu negocia la Stockholm cu ambasadoarea Rusiei sovietice, Kolontai ?"

După capitularea fără condiţii, făptaşii trădării milogeau ca Rusia sovietică să recunoască condiţiile obţinute de guvernul mareşalului Ion Antonescu la Stockholm. Referindu-se la felul cum Molotov tratase pe reprezentanţii blocului naţional democrat, Al Creţianu; scria : "Il (Molotov) n'avait pas manqué une occasion d'insulter et de faire taire les délégués roumains chaque fois qu'ils avaient essayé de défendre les droits de leur pays".

Dar ce respect putea să aibă Molotov pentru făptaşii abjectei trădări dela 23 August ? Ii trata cu dispreţul care se cuvine trădătorilor.

Autorul articoluluidin "Stindardul" reproduce din Nº 6 al "Buletinului informativ pentru armata română", "Convenţia de armistiţiu semnată în ziua de 12 Septembrie 1944, la Moscova. A făcut bine să o dea publicităţii, dar nu a adus nimic nou. Probabil că d-sa nu a avut "La Roumanie devant la conférence de la paix", deoarece în 100 de pagini s'a analizat şi s'a demonstrat cu cifre jăfuirea României de către Rusia Sovietică care a depăşit chiar ceeace îi da dreptul actul dela 12 Septembrie 1944, semnat la Moscova. In memoriul citat, se demonstra că România a dat Rusiei, în doi ani, mai mult de un miliard de dolari. Un fost înalt funcţionar al ministerului de finanţe, fost Director general al Datoriei publice, Dobrovici, astăzi decedat, ajunsese, pe baza de date certe, la suma de 2 miliarde 150 de milioane.

Este util să se pună din nou sub privirile mârşavilor autori ai trădării actul semnat la Moscova 20 zile după capitulare, dar să nu fie interpretat greşit : acest act este consecinţa fatală a capitulării "en rase campagne". Nu poate fi vorba de "buna credinţă înşelată" ; s'a ştiut că se merge la capitularea fără condiţii.

Intr'un studiu pe care îl voi publica în "Almanahul Pribegilor Români" voi face un istoric al preparării capitulării fără condiţii, înlăturând pentru totdeauna sfruntata minciună a bunei credinţe înşelate. Actele politice nu pot fi examinate izolat, ele se înscriu într'o anumită ambianţă, pe care ignorând-o, duce la raţionamente greşite. Celor două volume apărute "Istoria partidelor naţional-ţărănist şi naţional-ţărănist" va urma al treilea volum "O orhidee politică : N. Titulescu". Iar al patrulea volum va fi consacrat politicei externe a României dela înlăturarea lui N. Titulescu în 1936, până la capitularea fără condiţii a României din 13 August 1944.

Fără îndoială că nu este o sarcină uşoară restabilirea adevărului, înlăturarea cetei legendelor interesate, lichidarea miturilor care, ca toate miturile, sunt mincinoase. Aşa de greu se deschide drum adevărului, încât cel care se încumetă să facă o asemenea acţiune, trebue să fie pregătit pentru a primi atacurile furioase ale beneficiarilor atâtor legende ţesute în politica României Mari. Dar toate atacurile sunt o formă de a omagia pe dărâmătorii de legende. Sunt deprins cu acest fel de omagiu care mi s'a adus pentru acţiunea de demascare a tuturor imposturilor, a tuturor mistificărilor, de pe urma cărora neamul românesc a căzut în robia muscălească.

Pentru ţara liberă, de mâine, este nevoie de a se restabili adevărul istoric, astfel ca şarlatanii de toate categoriile să nu-şi poată relua nemernica lor activitate.

PAMFIL SEICARU

GHIVECI ATOMIC BULGARESC !

Un diplomat bulgar dela ONU
a vândut americanilor "secrete"
de stat bulgăreşti !

de : I. BRAILEANU

La O.N.U. spioni vulgari
Defectând ideologic
Au vândut, pentru dolari,
Un secret tehnicologic
Al savanţilor bulgari
Cari, în interes de stat,
Incearcă să extragă
Atomul de zarzavat
Si au reuşit să bagă
Neutroni în bragă !

Dar spionul Dumitroff
A mai divulgat formula
Profesorului "Pop-off"
Care-a inventat capsula
Ce măsoară', "megatole"
Retro-jetul ambigen
Din atomul de fasole
Si menţine, omogen,
Efectul lacrimogen
Extras, de la caz la caz
Din ceapă sau din ciapraz !

P A R A D I S U. S. A. ?

de : I. Brăileanu

In raiul american,
Fiecare cetăţean,
Fie alb sau de culoare,
E milionar şi are
Fără planuri cincenale,
Fel de fel de angarale :

Astfel, orişice şomer
Are Ford, fără şofer !
In closet are "Ti-Vi"
Şi în dormitor "Hai-Fi" !
Dacă este însurat :
O maşină de spălat;
Aer condiţionat,
Vitamine acidulate,
Trei neveste divorţate,
Frigider, un Cadillac
Şi ulcere la stomac !

Sexul slab are "new-look"
Şi sânii de cauciuc !
Gene supra aplicate,
Sprîncene încreionate,
Nylons fără cusătură,
Dinţi, - din perle de cultură -
Părul blond, oxigenat,
Si "pardon" slenderizat !

Toate furnizate "clever"
Prin sistemul :-"never-never"

*****

R E F E R E N D U M !

de : I. Brăileanu

Român, ce rătăceşti în lumea de pribegi,
priveşte 'n urma ta întregul şir de regi,
de cnezi şi voevozi, toţi căpitani de oaste,
cu care se cinsteşte trecutul ţărei noastre :

Priveşte şi compară pe mândrul Decebal
cu gestul de trădare a unui criminal
ce, refuzând să bea din "cupa de otravă"
şi-a vândut Primul Sfetnic şi, dup'aşa ispravă
s'a lepădat de neam, de ţară şi de tron
şi merită porecla de ex-rege felon.

Priveşte şi compară un aşa "for legal"
cu actul de vânzare ce, prin Decrat Regal
a condamnat poporul la cele ce îndură....
Priveşte şi compară o aşa secătură
cu Vodă Brâncoveanu, cu marele Stefan,
cu Tudor, Avram Iancu şi Banul Craiovean,
cu Horia şi Cloşca, cu roata lui Crişan !

Român, azi rătăcit în lumea de pribegi,
priveşte eroismul acestui şir de regi :
priveşte şi compară; gândeşte şi alege
dacă mai vrei să ai un asemenea "Rege" ?

Londra, 1 Jan. 1964

D I L E M A U. S. S. R.

O grije ce ascunde
Satrapii din Kremlin,
Nu-i China leninistă
Nici zidul din Berlin
Ci, dacă lumea toată
Devine comunistă ...
Cum oare o să poată
Kruschev s'o ţină 'n frâu
Si mai ales, de unde
Să mai importe grâu ?

I. Brăileanu.

După publicarea "Memorandum-ului" adresat de refugiaţii unguri din Elveţia, preşedintelui federal, s-a produs - după cum era firesc să se fi produs din partea netrebnicilor "patrioţi" din conducerea C.N.R.-ului - reacţia coloniei româneşti din Elveţia.

Un comitet de Români refugiaţi, în majoritate originari din Ardeal, au adresat o scrisoare ziarului "Neuer Züricher Zeitung". In această scrisoare, grupul de Români condamnă acţiunile regimului comunist prin care oameni nevinovaţi sunt transplantaţi, puşi la munci forţate, etc., dar atrage atenţia că aceste acte sunt aplicate împotriva tuturor persoanelor anticomuniste din ţară, indiferent de naţionalitatea căreia aparţin. Bine înţeles că marea majoritate a victimelor cad din rândul populaţiei româneşti.

Grupul de Români din Elveţia pune la îndoială datele expuse în memorandumul Ungurilor. Si mai ales scoate în evidenţă că până la primul război mondial Ungurii înşişi au dus o riguroasă politică de maghiarizare a massei româneşti. Si scrisoarea Românilor din Elveţia menţionează că în Enciclopedia britanică, care a folosit date furnizate de "recensământul" populaţiei din Ardeal efectuat de autorităţile şovine maghiare în anul 1910, în Transilvania trăiau 2.800.000 Români şi numai 1.500.000 Unguri. Cum îndrăznesc memorandiştii maghiari să afirme că azi, în Ardeal, trăiesc 3.000.000 de Unguri cari ar fi, chipurile, ameninţaţi acum de "o puternică acţiune de colonizare românească".

Si ce contingenţă ar avea o asemenea situaţie, cu "pretenţiile" lor anacronice, prin cari pretind acordarea autonomiei acestei provincii româneşti ?

***

Redăm mai jos câteva note publicate în sugestiva rubrică a săptămânalului politico-cultural "Contemporanul", intitulată "Scoala şi Viaţa". Aceste note reflectă aspectul negativ al învăţământului în R.P.R. :

"Din cauza neînţelegerii unor întreprinderi şi a slabei activităţi a comisiilor de selecţionare a muncitorilor care urmează să se înscrie la şcolile serale, în unele regiuni, frecvenţa la cursurile de 6 luni pentru pregătirea viitorilor muncitori elevi e foarte slabă. Din cei 72 muncitori înscrişi dela Tehnometal-Timişoara, frecventează cursurile de pregătire numai 13. O frecvenţă slabă se constată şi la uzinele Steagul Roşu din oraşul Stalin. Situaţia secere urgent remediată : pînă la începerea viitorului an scolar nu mai sînt decît tocmai 6 luni

(cursurile trebuiau să înceapă dela jumătatea lunei Ianuarie !).

*

In regiunea Craiova, învăţământul ideologic al cadrelor didactice suferă unele defecţiuni de organizare. Astfel nu toţi pedagogii dela şcolile profesionale şi de meserii din regiune au fost cuprinşi în cadrul acestui important mijloc de ridicare a nivelului lor politic şi ideologic, iar în raionul Băileşti, nici maeştrii instructori dela şcolile profesionale, nici profesorii care predau obiectele practice în învăţământul general, nu frecventează cursurile de învăţământ ideologic.

*

Din cauza lipsei de control şi îndrumare din partea secţiilor de învăţământ şi cultură şi a directorilor de şcoli (care se ocupă cu precădere de munca administrativă, în dauna problemelor instructiv-educative!) unele cadre didactice din regiunile Baia-Mare şi Iaşi nu-şi pregătesc temeinic lecţiile, ţin cu totul întîmplător orele de meditaţii şi consultaţii sau le programează formal, ceeace dăunează bunei desfăşurări a procesului de învăţământ. Acestea sînt cauzele care au dus la numărul scăzut la unele şcoli din aceste regiuni de promovaţi la sfîrşitul trimestrului I şi numeroasele note slabe pe trimestrul II.

*

Profesorul de matematici Iacob Florea de la o şcoală medie serală din regiunea Braşov, are următoarea metodă pedagogică proprie pe care o aplică cu o consecvenţă demnă de invidie : După ce "explică" o lecţie nouă de geometrie, la clasa VIII-a să zicem, cheamă un elev la tablă să rezolvenişte probleme. La jumătatea drumului îl întoarce înapoi : "Ai uitat să-ţi iei cartea. Ia-o ! Acolo găseşti toate indicaţiile şi problemele necesare". Si profesorul se retrage în lumea lui, lăsându-l pe elev să se descurce cum o putea. De ce mai sînt necesari în astfel de cazuri profesorii ?

*

Si acum câteva ştiri recente din R.P.R. :

Ministerul educaţiei intenţionează să modifice legea de funcţionare a învăţământului universitar în sensul ca studenţii să facă practică în producţie după terminarea primului an de cursuri.

*

Guvernul a aprobat oferteke firmelor Uhde (R.F. Germană), Montecattini (Italia) şi Schneider (Franţa) care vor furniza echipamentul industrial fabricilor de oxid de etilenă de la Brazi şi îngrăşăminte chimice dela Turnu Măgurele.

Ofertele firmelor din R.D. germană, Cehoslovacia şi Polonia au fost respinse ca neîntrunind garanţii de calitate.

*

Mareşalul Tito va vizita România în cursul anului 1964, în urma invitaţiei făcută de d. Gh. Gheorghiu-Dej.

Directeur de la Publication :
Constantin ARSENE
Rédactrice-Responsable :
Vella ELIADIS
Ronéotypé : Ed. ESSOR, 75 rue de Flandre, 75 bis,
PARIS 19-e